

## **Séance publique du lundi 30 mars 2015**

**Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

### **Absents :**

Véronique PEREZ

## **Domaine de Lavalette Aire de retournement des bus 1101, avenue Agropolis Parcelles cadastrées AI 78p et AI 83p Résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 entre la Ville de Montpellier, l'Etat et la société FDI Habitat**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'aire de retournement des bus située 1101, avenue Agropolis, au droit d'une résidence de logements pour étudiants gérée par FDI Habitat et de l'entrée de l'Institut des Régions Chaudes (IRC), nécessite la réalisation d'un aménagement permettant une mise en sécurité des lieux par la séparation des flux voitures, piétons, vélos et bus.

Cette emprise foncière globale d'environ 776 m<sup>2</sup>, propriété de la Ville en vertu du legs du 19 février 1919 d'Henri de Lunaret, est cependant incluse dans le périmètre du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 par lequel la Ville a confié à l'Etat la gestion d'une partie du Domaine de Lavalette.

Il y a donc lieu de sortir ce terrain de l'emprise foncière du bail emphytéotique, afin qu'il revienne en pleine propriété à la Ville en vue de réaliser les aménagements projetés.

L'emprise foncière à sortir du bail impacte les parcelles cadastrées AI 78 et AI 83 issues de la parcelle cadastrée AI 2 qui, par arrêté interministériel du 28 août 1985, a été remise en dotation par l'Etat à l'Institut des Régions Chaudes.

Par ailleurs, par acte notarié du 10 octobre 2002, l'Etat a cédé partiellement son bail sur la parcelle cadastrée AI 83 à la société CIRMAD Grand Sud, qui l'a elle-même cédée par suite le 15 octobre 2002 à la société FDI Habitat pour la construction d'une résidence de logements pour étudiants.

En conséquence, la Ville souhaite résilier partiellement le bail du 16 octobre 1980, d'une part avec la société FDI Habitat pour réduire l'emprise du bail d'environ 561 m<sup>2</sup>, et d'autre part avec l'Etat et l'Institut des Régions Chaudes pour une réduction de l'emprise d'environ 215 m<sup>2</sup>.

L'avis de principe favorable des trois intervenants a été obtenu.

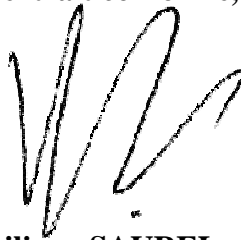
Cette réduction d'emprise foncière du bail étant justifiée par la réalisation de travaux publics, il est convenu que les actes seront conclus sans indemnité.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la signature d'un acte de résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 avec l'Etat, pour le retour en pleine propriété de la Ville de partie de la parcelle cadastrée AI 78, située avenue Agropolis, pour une superficie d'environ 215 m<sup>2</sup> ;
- d'autoriser la signature d'un acte de résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 avec la société FDI Habitat, venant aux droits de l'Etat, pour le retour en pleine propriété de la Ville de partie de la parcelle cadastrée AI 83, située avenue Agropolis, pour une superficie d'environ 561 m<sup>2</sup> ;
- de dire que ces actes, qui ne donneront lieu à aucune indemnité au profit de l'Etat et de la société FDI Habitat, seront rédigés par le notaire désigné par les preneurs, aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 31 mars 2015**